

Benoît Lutgen : « Stop à l'immobilisme francophone »

Je dis à Elio Di Rupo et Olivier Chastel : quittez l'immobilisme. On s'en fout de ce que dit Bart De Wever ! Il faut se libérer. » Benoît Lutgen y va fort. Le président du CDH relance son appel à ses confrères du PS et du MR pour une meilleure concertation entre

francophones. « J'invite chacun à voir l'intérêt général ; cela demande un peu d'altruisme, de dépassement de soi, de vision à 20 ans (...) Si certains pensent que l'immobilisme est une solution, ils se trompent lourdement. Si on veut donner un avenir à la Belgique, il faut se parler. » ■

Benoît Lutgen : « Elio et Olivier, libérez-vous ! »

CDH Le président centriste-humaniste réinterpelle ses homologues francophones

► « Si certains présidents pensent que l'immobilisme est une solution, ils se trompent lourdement »

► Lutgen ne veut pas d'une nouvelle réforme de l'Etat, mais appelle les francophones à définir

« un socle commun »...

Troisième fois que le président du CDH appelle les présidents francophones à se retrouver... Lors de ses vœux à la presse, lundi, Benoît Lutgen avait réédité son appel lancé en septembre 2015. Le revoilà aujourd'hui : il insiste, explique, motive, précise, presse, interpelle « Elio et Olivier »...

Les présidents francophones doivent se réunir, dites-vous.

Bien. Mais à quel propos ?

Nous devons passer d'un avenir subi à un avenir choisi. Par-delà les clivages majorité-opposition et les sensibilités. Je vois cinq points : l'éducation et la culture, l'économie, le contrat social, le vivre-ensemble, les territoires – je pense notamment à la communauté urbaine pour ce qui concerne Bruxelles (lire ci-dessous). J'ajoute trois thèmes... Un.

La mise en œuvre de la sixième réforme de l'Etat. Il y a des sujets extrêmement importants, comme les soins de santé, les allocations familiales. On doit pouvoir discuter de tout cela de façon apaisée. Deux. L'impact, sur les francophones, des mesures prises au niveau européen, ainsi qu'au fédéral. Trois. Construire un projet francophone positif, dans les cinq domaines désignés.

Mais des gouvernements sont en place, ils ont leurs propres plans : Marshall, Bruxelles 2025, etc.

Qu'est-ce que le « projet francophone » apporterait de plus ?

On doit avoir quelque chose de plus transversal et croisé, se projetant sur 15 ou 20 ans.

Ces réunions, c'est une façon déguisée de s'organiser face à la Flandre ?

Une façon de défendre les francophones, de s'imaginer un destin commun, pour – j'insiste – que notre pays soit plus fort demain. Avoir un consensus sur des choses essentielles, pour les 10, 15, 20 ans qui viennent...

Mais doit-on tout le temps être d'accord sur tout ?

Il y a un minimum. Les entités qui fonctionnent bien sont parvenues, à un moment donné, à se mettre d'accord sur quelques éléments principaux.

Dans ce cadre, le maintien de la Fédération Wallonie-Bruxelles comme institution, c'est important pour le CDH ?

Je n'ai pas envie de divisions : on ne va pas avoir demain une fédération wallonne du sport et une bruxelloise. Je souscris à la position des trois chefs de groupe CDH, dans une carte blanche, dans vos colonnes. Mais je ré pétite : les outils viennent à la fin, pas au début de la réflexion, et je veux aussi laisser le débat ouvert entre présidents. Par ailleurs, vouloir commencer par la discussion sur les outils c'est prendre le risque qu'on dise tout de suite que c'est communautaire.

Les francophones ne doivent-ils quand même pas, aussi, réfléchir à un projet institutionnel ? Sous peine d'arriver non préparés, comme en 2007 ?

Le fait d'avoir un avantage choisi plutôt que subi, c'est qu'on ne se retrouve pas un jour à une table avec un menu seulement en néerlandais. Une série d'éléments qui peuvent faire en sorte que nous ayons notre propre menu, nos demandes, qui soient conciliables avec une Belgique renforcée.

Le menu francophone c'est quoi ?

Il n'a pas pour but de nous poser en demandeurs, mais si jamais une septième réforme de l'Etat est envisagée, au moins, on aura un

soacle commun.

On peut y travailler entre partis francophones indépendamment des majorités antagonistes ?

Il n'y a aucune exclusive. J'invite chacun à voir l'intérêt général des Wallons et des Bruxellois ; cela demande un peu d'altruisme, de dépassement de soi, de vision à vingt ans. Est-ce que vous pensez une seule seconde que le fait de ne pas se parler, de rester chacun dans ses tranchées, encore pendant des années, est une bonne chose pour les francophones ? Si certains présidents pensent que l'immobilisme est une solution, ils se trompent lourdement. Si on veut donner un avenir à la Belgique, il faut se parler.

Vous avez eu des mots très durs pour le MR ; maintenant, vous leur demandez d'oublier ça et de venir discuter ?

L'opposition CDH à la Chambre est constructive. On n'est pas dans l'hystérie, on soutient ce qui est bien, on dénonce ce qui ne l'est pas, et on propose. Cela a donné un ton différent à l'opposition.

Le PS aussi a une responsabilité dans l'« immobilisme » ?

Oui : PS et MR. Il y a chez eux la frustration de ne pas être dans les majorités fédérale pour l'un, régionales pour l'autre. Je les invite très cordialement à dépasser

ces frustrations. On doit dépasser ça ! On ne va quand même pas rester jusqu'en 2019 à regarder les mouches passer. Ne pas rentrer dans le jeu de la N-VA, c'est justement se rassembler et ne pas se diviser. La division des francophones, c'est la pire des choses pour la Belgique. On ne peut pas se retrouver sourds, aveugles, muets, en étant divisés en 2019 pour aller à des discussions, réformes institutionnelles ou pas ! Moi je n'en veux pas. Mais peu importe, il y aura de toute façon

des négociations pour former les majorités. Dans la vie, il vaut mieux être pro-actif que subir les choses. Donc, je dis à Elio Di Rupo et Olivier Chastel : quittez l'immobilisme. On s'en fout de ce que dit Bart De Wever ! Il faut se libérer.

Si vous vous voyez, n'allez-vous pas donner raison à la N-VA ?

C'est ça, on a le choix entre la peste et le choléra ? Non ! Le fait de se voir entre francophones, c'est pour une Belgique renforcée. S'il n'y avait pas de N-VA, on de-

vrait quand même le faire ! Je dis à Olivier et Elio : libérez-vous de la N-VA. Libérez-vous de la peur qu'on dise qu'on répond à la N-VA ou qu'on en est l'otage au fédéral. Ce n'est pas Bart De Wever qui va fixer l'agenda de la Belgique ni des francophones. ■

Propos recueillis par

DAVID COPPI

et VERONIQUE LAMQUIN

« On ne va quand même

pas rester, entre francophones, jusqu'en 2019 à regarder les mouches passer »

ANALYSE

Dialogue

Se réunir ou pas ? Benoît Lutgen insiste. Président du premier parti francophone, Elio Di Rupo a la clé. Olivier Chastel, l'autre moitié, si l'on peut dire. Le socialiste a répété ces derniers jours : prenons garde à ne pas entrer dans le jeu de la N-VA. Le libéral-réformateur, quant

à lui, avait répliqué lundi au centriste humaniste sur le mode polémique : le fédéral porte un programme socio-économique tout bon, les gouvernements au sud du pays (sans le MR, donc) ont tout faux, merci, au revoir. Nous en sommes là. Nous en étions là. Jusqu'à ce nouvel appel de Benoît Lutgen qui, cette fois, précise son objet : d'une part, s'entendre entre francophones sur quelques

incontournables pour le développement collectif à l'horizon de quinze ou vingt ans, mais aussi, de l'autre, se préparer à une nouvelle éventuelle négociation, voire à l'affrontement avec une Flandre qui resterait sous l'emprise de la N-VA. On voit l'avantage pour Benoît Lutgen de se poser comme il le fait, en rassembleur. Il tient bien le rôle. On voit moins comment des

partis francophones qui prennent part à des majorités antagonistes pourraient pactiser sur l'« essentiel », comme il dit. Du reste, le consensus en politique est-il jamais un bien ? Tous avec tous, tous les mêmes ! Non, à l'impossible nul n'est tenu. Au maintien du dialogue, malgré tout et au cas où, ça, en revanche, c'est une autre histoire.

D.CI ET V.LA

communauté métropolitaine

« Test pour le pays »

Vous réclamez la mise en œuvre de la « communauté métropolitaine », englobant Bruxelles, des communes du Brabant wallon et du Brabant flamand, comme le prévoit la 6^e réforme de l'Etat... C'est un rendez-vous extrêmement important : il faut pouvoir parler de choses très concrètes, comme la mobilité, la gestion de l'eau, bref de projets qui dépassent le tracé de la frontière linguistique. Plus largement, ce serait terriblement significatif si le projet ne voyait pas le jour. Cela voudrait dire

que l'on est dans la rigidité absolue sur le plan communautaire. Dans la stupidité communautaire psychorigide ! Toutes les villes d'importance en Europe, dans le monde, ont envisagé leur territoire de façon beaucoup plus grande. Les entreprises, les travailleurs, le monde socio-économique, voient très bien, dans leur quotidien, que leurs besoins ne correspondent pas à la réalité de la frontière linguistique.

La N-VA aura beau jeu de dire qu'elle n'a pas voté cela...

Oui, mais alors, si chaque parti dit « Moi, je n'ai pas voté telle disposition, donc je ne la mets pas en œuvre... » ? Là, on est dans le non-respect des lois décidées démocratiquement, en plus, ici, aux deux tiers des parlementaires ! Il est question de loyauté fédérale.

Loyauté fédérale ? Vous ne doutez pas de la conception de la N-VA ?

En tout cas, si on n'est pas capable de mettre en place la communauté métropolitaine, qui pourrait croire que, demain,

une Belgique à quatre Régions comme certains la prônent pourrait, quant à elle, fonctionner ? Non, c'est un magnifique rendez-vous. La frontière linguistique ne correspond pas à une frontière économique, sociale, même pas culturelle. De ma part, c'est une main tendue. Je dis : travaillons ensemble pour les besoins de dizaines, de centaines, de milliers de personnes à Bruxelles et dans la périphérie. ■

Propos recueillis par
D.CI et V.La